

FECAMP. Les instances riveraines de la Manche ^{PW 3/10/11}
 en appellent à l'Europe pour une prévention concertée. ¹⁻¹

Une Manche à haut risque

Lancé en 2009 avec le soutien du programme Interreg France-Angleterre, le projet Camis (Channel arc Manche integrated strategy) a pour objectif de « développer et mettre en œuvre une stratégie maritime intégrée dans l'espace Manche tout en stimulant des coopérations concrètes entre les acteurs »

Ce vendredi, à Fécamp, les acteurs en question faisaient le point sur les actions et les moyens des collectivités locales des deux rives de la Manche face au risque de pollution. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ainsi,

Sophie Bahé, chargée de mission pour Vigipol (syndicat mixte de protection du littoral breton constitué après l'Amoco Cadiz) rappelait qu'en l'espace de 10 ans (de 1960 à 2009) soixante-cinq grandes pollutions par hydrocarbure sont survenues en Manche, ainsi que vingt-cinq par les produits chimiques.

Cent navires à la minute

Tel est le tribut que paie la mer la plus fréquentée au monde : « Des dizaines de milliards d'euros », estimait Laurent Courcol, directeur interrégional de la Manche

mer du Nord.

Un trafic de centaines de navires à la minute, 5 000 bateaux de pêche, des plaisanciers et des ferries... « On pourrait aller de Southampton à l'île de Wight d'une embarcation à l'autre », imageait Ian Shepherd, président de Marine South-East.

Dans ce contexte, comment comprendre le désengagement des Britanniques du financement des grands remorqueurs d'assistance et de sauvetage ? « Alors que tous les experts considèrent que le prépositionnement des navires spécialisés a permis d'éviter que nombre d'incidents tournent à la catastrophe », comme le soulignait Estelle Grelier, députée européenne, se désolant d'une politique du « on attend que le bateau coule, on voit après ».

Pour Alain Le Vern, président de l'assemblée des régions de l'arc Manche, il ne peut y avoir d'autre vision qu'euro-péenne. Il a rendez-vous cette semaine avec Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre des Transports, pour en débattre.



Estelle Grelier plaide pour une coopération internationale

P.-G. C.